

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 6 – 10 février 2022.

En bref

Selon le Big Mac Index pour 2021, publié cette semaine par The Economist, le peso colombien était la monnaie d'Amérique latine la plus dépréciée face au dollar américain. Depuis 1986, le Big Mac Index utilise les prix du célèbre hamburger à travers le monde pour calculer la dépréciation des devises face au dollar. Ainsi cette année, un Big Mac coûtait en moyenne 12.950 COP en Colombie, et 5,81 USD aux États-Unis. D'après ces données et l'hypothèse de parité de pouvoir d'achat entre les deux pays, le taux de change implicite devrait être de 2.228,9 COP pour 1 USD, alors que le taux de change réel moyen sur 2021 était de 3.941,9 COP pour 1 USD. La différence entre le taux de change réel et le taux de change implicite, rapportée au taux de change réel, suggère alors que le peso était déprécié de 43,5 %. La devise colombienne est immédiatement suivie du peso mexicain, déprécié de 42,5 %, et du sol péruvien, déprécié de 42,1 %. Au niveau mondial, le rouble est la monnaie qui a le plus chuté en 2021, avec une dépréciation de l'ordre de 70 %. En termes de pouvoir d'achat, cela signifie que la Colombie est le pays d'Amérique latine où le Big Mac coûtait le plus cher en 2021.

BOLIVIE

Le nouveau puits gazier de Margarita-10 pourrait être le plus important du pays.

Le Président Luis Arce a annoncé le succès de la perforation du puits Margarita-10, situé dans la région de Tajira, au sud du pays. Ce puits, opéré par Repsol, contiendrait un volume de 350 trillions de pieds cube et un potentiel de 3 M m³/j, et pourrait générer jusqu'à 260 MUSD annuels de rente pétrolière. Les autorités boliviennes précisent qu'il ne s'agit pas de la découverte d'un nouveau gisement mais d'un puits supplémentaire dans un champ d'ores et

LE CHIFFRE À RETENIR

43,5 %.

C'est la dépréciation du peso colombien (COP) face au dollar américain (USD) selon les calculs du Big Mac Index 2021 publié par The Economist.

déjà en exploitation. Il devrait commencer à opérer en juin prochain et permettre à la Bolivie d'augmenter les volumes d'exportations vers ses pays voisins et clients, notamment vers l'Argentine.

Le taux de chômage pour 2021 baisse à 5,2 %.

La Bolivie a clôturé l'année 2021 avec un taux de chômage de 5,2 %, soit 3,2 points de moins que le taux enregistré à la fin de l'année 2020, selon l'Institut national des statistiques (INE). Le chômage touche davantage la population féminine (5,7 %) que masculine (4,7 %) et affecte également particulièrement les jeunes (8 % en zone urbaine, un taux toutefois inférieur de 6 points de pourcentage au niveau du 4^e trimestre 2020). Fin 2021, la population active (en zones



urbaines) serait de 4,3 millions. Les principaux secteurs d'emploi sont le commerce (25 % de la population active en zone urbaine), l'industrie manufacturière (14,9 %) et le transport/logistique (10,3 %).

COLOMBIE

L'OCDE invite la Colombie à élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a présenté aujourd'hui les conclusions de son étude portant sur la Colombie. Bien qu'elle constate que l'économie colombienne témoigne d'une bonne reprise en sortie de crise de la Covid-19, avec une perspective de croissance de 5,5 % pour 2022 et une inflation de 4,6 %, l'Organisation reste préoccupée par la faiblesse de la reprise du marché du travail et par le taux d'informalité élevé. Elle déplore l'inefficacité des réformes fiscales entreprises sur les 20 dernières années, qui n'ont pas solutionné les déficiences structurelles du système fiscal colombien, et estime que l'intégration d'un plus grand nombre de personnes dans le système d'imposition sur le revenu améliorerait le solde budgétaire de 1,9 % du PIB. Aujourd'hui, la Colombie présente le seuil le plus élevé de tous les pays de l'OCDE à partir duquel les personnes physiques doivent payer l'impôt sur le revenu. A l'inverse, l'impôt sur les sociétés est plus de 2,5 fois supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Au total, selon l'Organisation, la Colombie pourrait améliorer son solde budgétaire de 3,9 % du PIB si elle réduisait les exonérations et les taux réduits sur la TVA, si elle réduisait l'impôt sur les sociétés et si à l'inverse elle augmentait l'assiette de l'impôt

sur le revenu des personnes physiques. En outre, l'OCDE a souligné la nécessité d'une réforme structurelle des retraites, en montrant que 45 % des personnes de plus de 65 ans ne bénéficient d'aucun type de pension, un facteur clé des fortes inégalités que connaît le pays.

La « Clause Petro » fait polémique.

Depuis plusieurs semaines, certains grands contrats de nature économique ou commerciale en cours de signature ont incorporé une « Clause Petro », par laquelle le contrat ne peut être exécuté que si le candidat de gauche Gustavo Petro est battu aux élections présidentielles. Cette clause, dont la légalité se fonde sur le droit des individus à convenir de conditions suspensives dans leurs relations d'affaires, revêt cependant un caractère fortement polémique selon certains, car elle encourage le retrait des capitaux du pays en cas de victoire du candidat Petro. De fait, plusieurs analystes ont affirmé que la légalité de cette clause pourrait être réfutée, soit sous le motif d'incitation à la panique économique, soit pour son caractère antidémocratique, puisqu'elle constitue une représaille directe contre un parti politique désigné et ses électeurs, et pourrait influencer le vote d'un électeur lié à un contrat où figure la clause Petro. La controverse est toujours en cours.

Le pays recense un écosystème de 1.100 start-up dominé par la Fintech.

La plateforme Distrito a présenté son rapport « Colombia Tech 2021 » axé sur le marché de l'innovation, qui identifie la présence de 1.100 start-up en Colombie en 2021, embauchant un total de 25.261 personnes. Le secteur de la Fintech (technologies appliquées à la finance)



arrive en tête du classement avec 170 start-up recensées (15,45 % du total de l'écosystème), suivi de la Martech (technologies appliquées au marketing) et de la Deeptech (solutions appliquées aux technologies de l'information). Le secteur de la Fintech, qui a connu une croissance annuelle moyenne d'environ 35 %, héberge les segments les plus porteurs de cet écosystème, comme le crédit numérique, le financement des entreprises ou encore les paiements électroniques. Cependant, c'est le secteur de la supply chain qui concentrait le plus grand nombre d'employés, avec un total de 8.504 travailleurs recensés l'année dernière. Rappi, la plateforme de livraison à domicile, concentrait à elle seule 25 % de ce total. En termes de répartition géographique, le district de Bogota hébergeait 60 % de ces start-up, suivi par le département d'Antioquia (20 %).

ÉQUATEUR

Le Président Lasso s'est rendu en Chine en vue d'un accord commercial.

Dans le cadre de sa dernière visite en Chine, le Président Guillermo Lasso a annoncé la signature d'un mémorandum qui acte le début des négociations commerciales entre Quito et Pékin. Un accord commercial représenterait une augmentation du commerce bilatéral de 35 %. En 2021, les exportations équatoriennes vers la Chine ont représenté 3,2 Mds USD (soit 13,5 % des exportations équatoriennes, essentiellement des crevettes, du bois et des produits miniers) et les importations en provenance de Chine 4 Mds USD (automobiles et machines mécaniques et électriques). Par ailleurs, l'Equateur souhaite renégocier sa dette bilatérale avec la Chine

(environ 4,1 Mds USD seraient négociables à ce jour) tout en la déliant des livraisons pétrolières.

PÉROU

Les activités de la raffinerie de La Pampilla reprennent et la gestion de la marée noire se poursuit.

Les données se précisent quant à l'étendue de la marée noire qui affecte le Pérou depuis le 15 janvier : selon le gouvernement péruvien, ce sont près de 12.000 barils qui auraient fuité dans la mer lors d'un déchargement de brut à la raffinerie La Pampilla, détenue par l'entreprise Repsol, provoquant une marée noire de 105 km² et impactant 24 plages et 5 réserves naturelles situées au nord de Lima. Après avoir ordonné l'arrêt total des activités de la raffinerie (qui produit plus de 70 % de tout le pétrole raffiné du Pérou), l'Organisme d'évaluation et de contrôle environnemental (OEFA) a autorisé une reprise pour 10 jours afin que le pays ne manque pas de combustible, notamment dans le secteur aérien. Les autorités péruviennes recensent déjà plus de 2.600 pêcheurs affectés par la crise et susceptibles de demander une compensation à l'entreprise Repsol, laquelle risque par ailleurs, après une première amende de l'OEFA de 4,75 MUSD, des sanctions complémentaires pouvant s'élever jusqu'à près de 60 MUSD.

Le Président Castillo remanie son gouvernement pour la 2^e fois en moins d'une semaine.

Le Président Pedro Castillo a nommé une nouvelle équipe gouvernementale, 3 jours à peine après le dernier remaniement, des suites de la forte contestation suscitée par l'équipe



mise en place autour d'Hector Valer. Le nouveau Premier Ministre, Aníbal Torres, est avocat, professeur d'université et occupait jusqu'ici le poste de Ministre de la justice. Sur les 19 portefeuilles ministériels, 12 ministres ont été maintenus, dont le Ministre de l'économie et des finances, Óscar Graham, ancien du MEF et de la Banque centrale. Une sortie a été particulièrement commentée, celle d'Hernando Cevallos, Ministre de la santé depuis le début du quinquennat, qui a notamment contribué à ce que le pays mène avec succès sa campagne de vaccination.

SURINAME

Les prestations de sécurité sociale augmenteront en mars 2022.

Au 1^{er} mars 2022, plusieurs prestations de sécurité sociale seront revalorisées afin de protéger les personnes les plus vulnérables contre la crise économique qui affecte le pays depuis plusieurs mois. Ainsi, le régime de retraite mensuelle sera réajusté de 1.000 à 1.250 SRD (60,5 USD), les indemnités aux personnes handicapées passeront de 750 à 1.750 SRD (85 USD), et l'assistance aux ménages les plus pauvres augmentera également de 1.000 à 1.250 SRD. Le Département des Communications du Suriname a précisé que ces revalorisations étaient supérieures à l'inflation que connaît le pays.

VENEZUELA

Selon la BCV, le mois de janvier s'est clôturé avec une inflation à 6,70 %.

Lundi dernier, la Banque Centrale du Venezuela (BCV) a indiqué que l'inflation en janvier s'était établie à 6,70 %, tandis que le taux en glissement annuel était de 472,5 %, un niveau historiquement bas que le pays n'a pas connu depuis plusieurs années. Les postes qui ont connu la plus forte augmentation sur le mois de janvier sont les secteurs des transports (13,5 % d'inflation), des services d'éducation (9,70 %) et des communications (9,50 %). En parallèle, l'Observatoire Vénézuélien des Finances (OVF), un organisme dépendant de l'opposition, a estimé l'inflation de janvier à 4,80 % seulement, et a déclaré que l'inflation en glissement annuel était de 405 %. Il a annoncé que la valeur du panier alimentaire s'élevait à 365 USD, ce qui représente une augmentation de 45,40 % par rapport à sa valeur de janvier 2021. Le principal facteur expliquant l'inflation de janvier est la dépréciation de 1,30 % du dollar face au bolivar par rapport au mois de décembre, des suites de l'intervention récurrente de la BCV sur le marché des changes.

Le secteur privé réagit à la réforme de la taxe sur les transactions en devises.

La semaine dernière, l'Assemblée nationale a approuvé, en deuxième discussion, la création de la taxe sur les transactions en devises allant de 2 à 20 % de leur montant. Cette nouvelle mesure, qui intervient alors que le pays commence à sortir d'un long cycle d'hyperinflation et que les prévisions pour 2022 tablent sur une croissance du PIB entre 1 et 3 %, inquiète le secteur privé, pour lequel le recours au dollar est fréquent, notamment pour contourner l'inflation du Bolivar. Le Président de Conindustria, Luigi Pisella, a ainsi suggéré de réduire cette taxe à 0,5 ou 1 %, et surtout qu'elle n'inclue pas les particuliers ainsi que les petites entreprises, ces



dernières pouvant être incitées à basculer dans l’informalité en cas d’un taux d’imposition trop élevé. De son côté, Fedecamaras, la Fédération des Chambres de commerce vénézuéliennes, a demandé le report de la mise en œuvre de cette taxe (prévue pour le 1^{er} mars), afin de laisser plus de temps à la réflexion sur les conséquences de cette taxe et de la « voracité fiscale » du gouvernement. En effet, si la taxe est prévue pour imposer les plus riches, selon le Président Maduro, elle aura également pour conséquence d’augmenter les prix finaux de biens de première nécessité, puisque les chaînes de commercialisation du pays sont fortement dollarisées. Enfin, cette nouvelle taxe impactera également le secteur du tourisme, à l’heure où les vols commerciaux avec l’Espagne et le Portugal reprennent enfin après 2 ans de pandémie.

Total Energies cherche à se retirer des projets gaziers vénézuéliens.

L’entreprise française Total Energies négocie le retrait de ses activités de gaz naturel au Venezuela, quelques mois seulement après que le géant français de l’énergie ait mis fin à ses activités pétrolières dans le pays. La société veut se retirer de sa participation majoritaire dans YPergas SA, une co-entreprise située dans l’Etat de Guarico qui produit 50 M de pieds cube de gaz par jour. Sucre Energy, une holding pétrolière et gazière soutenue par des fonds européens et asiatiques de taille moyenne, a entamé des discussions au cours du mois dernier pour racheter la participation de Total, qui s’élève à 69,5 %. La vente de la participation dans YPergas marquerait la fin de tous les investissements de Total au Venezuela, où le groupe opérait depuis les années 1990.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 10 février 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	878 922	73 682	21 219	1 779	1,4 M	12%	5,4 M	46%
Equateur	769 149	42 558	34 739	1 922	1,3 M	7%	13,4 M	75%
Colombie	5 994 301	115 824	136 404	2 636	8,4 M	16%	32,3 M	63%
Pérou	3 397 637	100 793	207 536	6 157	2,1 M	6%	23 M	69%
Venezuela	500 545	17 683	5 511	19	7,6 M	26%	14,1 M	49%
Am. du sud	51 261 243	n.d	1 231 625	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8.2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international